

Lyon, le 30 mai 2013

## **EXTREME DROITE A LA REGION : NE PAS S'HABITUER À L'INACCEPTABLE !**

---

Le groupe Front de Gauche s'est associé à la déclaration présentée ce jour en assemblée par son président Gilles RAVACHE, au nom de la majorité régionale pour défendre les valeurs républicaines face à l'extrême droite.

Cette prise de parole intervient dans un contexte particulier où les groupuscules nationalistes, identitaires et fascistes se sont illustrés, une fois encore, par leur recours systématique à la violence dans les manifestations contre le mariage pour tous. La ville de Lyon devient coutumière de ce type d'abus: attaques de bars, marche des cochons, violences aux personnes (depuis 2010, 40 agressions physiques avec 500 jours d'ITT), organisation de manifestations en hommage au maréchal Pétain, rassemblements anti-communistes et ouvertement xénophobes, occupation de partis politiques, actions devant les lycées, distribution de soupes populaires aux français « de souche », la liste est longue et inquiétante ...

En tant qu'élus régionaux, nous siégeons face à des personnes qui sont élues de la République et qui n'hésitent pas à s'associer à certains de ces faits, avec la provocation de porter leur écharpe. Il s'agit particulièrement d'Alexandre Gabriac qui n'hésite pas à déclarer face caméra qu'il « vaut mieux une dictature qu'une démocratie » et affiche ses influences mussoliniennes, pétainistes ou hitlériennes... Qu'y a-t-il à ajouter à cela, si ce n'est qu'il devient de plus en plus insupportable pour notre groupe de siéger à côté de cet individu et de toute cette extrême droite toujours plus nuisible. Alexandre Gabriac, qui a plusieurs fois été mis en examen, a déjà été condamné pour injures à caractère raciste, violences volontaires, ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à 8 jours. Comment un élu de la démocratie peut-il encore siéger après de tels agissements ?

Cette montée des extrêmes prolifère actuellement sur le terreau des politiques d'austérité menées partout en Europe. Elle n'est pas une fatalité et nous voulons la combattre par la construction de politiques alternatives à cette crise comme sur le terrain des idées. Nous nous joignons aux voix des élus qui se sont déjà élevés pour demander la dissolution des groupuscules d'extrême droite radicale qui ont recours à la violence. De nombreuses associations luttent quotidiennement contre ces idées fascistes et antiparlementaires, c'est notamment le cas des collectifs de vigilance lyonnais et isérois. Nous soutenons leur action et nous continuerons à nous battre contre les messages de haine et d'intolérance véhiculés par l'extrême droite.

Nous porterons avec nos parlementaires FDG cette volonté de dissoudre ces groupuscules et continuerons à nous battre pour une République généreuse, sociale et démocratique.